

Nature de l'acte : 6.1

N° AP 170 12 2025

Mis en ligne le ...22.12.25...

Transmis le ...09/12/2025...

ARRÊTÉ PORTANT SUR LA POURSUITE D'EXPLOITATION DE LA VILLA MARIALE

Le Maire de la ville de Lourdes,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-18, L. 2212-1, L. 2212-2

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R 143-1 à R 184-5 ;

Vu le Code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 65-2025-07-03-00005 en date du 03 juillet 2025 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales ;

Vu l'arrêté n° 2020_07_433 en date du 29 juillet 2020 portant sur la délégation de fonction et de signature de Monsieur Michel GASTON ;

Vu le procès-verbal en date du 25 novembre 2025 établi suite à la visite périodique de la villa Mariale (dossier n° 286-0905), bâtiment de type O, N de 4^e catégorie sis, 15 avenue du Paradis à Lourdes,

Considérant qu'il ressort de ce procès-verbal que la commission communale de sécurité a émis un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

ARRÊTE

Article 1

Madame Florence MEZAZ, Directrice de la villa Mariale sis, 15 avenue du Paradis à Lourdes est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'établissement.

Article 2

Il appartient à l'exploitant de se conformer à l'ensemble des prescriptions contenues dans le procès-verbal de visite annexé.

Article 3

L'exploitant est invité, compte tenu des observations relevées par la commission communale de sécurité incendie, à réaliser ou faire réaliser les mesures suivantes :

- 1) Assurer le degré coupe feu des planchers 1 heure entre le R+9 et les combles. En attendant la réalisation des travaux, interdire l'accès du public à ce niveau, et retirer tout matériaux combustible ;
- 2) Boucher le trou au sol dans le couloir de R+9 (risques de chute) ;
- 3) Reprogrammer l'ascenseur, pour interdire l'accès au public aux niveaux R-1 et R+9 ;
- 4) Afficher les consignes d'exploitation du système de sécurité incendie à proximité de celui-ci de manière bien visible. Des essais doivent être réalisés chaque semaine sous la responsabilité de l'exploitant ;
- 5) Implanter le système de sécurité incendie de catégorie A dans une surface surveillée par au moins un détecteur d'incendie du système de détection incendie concerné pour tenir compte de la norme NF S 61-970 ;
- 6) Maintenir les dégagements (portes, issues, sorties, circulations horizontales, zones de circulation, escaliers, couloir, rampe, etc) toujours libres et désencombrés afin de permettre une évacuation rapide et sûre de l'établissement. Les marches isolées sont interdites. Prescription intéressant les stockage au R+1 ;
- 7) Limiter au strict usage courant, les stockages de matériels, matériaux ou produit, en dehors des locaux prévus à cet effet et isolés de ceux accessibles au public par des planchers hauts et des parois verticales coupe-feu 1h avec des blocs-portes coupe-feu 1/2h équipés de ferme-porte (les conduits qui les traversent doivent répondre aux exigences du règlement de sécurité article CO31). Prescription intéressant les stockages aux WC du R+1 ;
- 8) Faire contrôler tous les 3 ans par une personne ou un organisme agréé le système de sécurité incendie de catégorie A ou B ;
- 9) Vérifier au moins une fois par an, les appareils et installations fixes des moyens de secours. Prescription intéressant les colonnes sèches.

Article 4

L'exploitant est tenu de maintenir l'établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 5

Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Lourdes, le 02/12/2025



Par délégation du Maire,

Le conseiller municipal délégué,
Michel GASTON

Notifié le 11/12/2025
☐ Par courrier recommandé envoyé le
☒ Par remise en main propre
☐ Par mail envoyé le
Je soussigné(e) JEAN FLORENCE
Signature : [Signature]

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.

[Signature]

